

La BCE nous annonce des faillites bancaires à venir

Article rédigé par Marc Rousset, le 10 octobre 2017

source [Boulevard Voltaire]

Mis à part l'erreur grotesque de Macron dans la fusion Alstom/Siemens, tout va toujours très bien en matière économique selon les médias... Cependant, une dépêche du 27 septembre de l'agence *Reuters*, retransmise par l'AGEFI (Agence économique et financière), nous informe « que le secteur bancaire européen est surdimensionné et pourrait avoir besoin d'une cure d'amaigrissement, probablement à travers des fusions ou des fermetures ».

Ces propos ont été tenus par madame Danièle Nouy, qui n'est autre que la responsable de la supervision bancaire au sein de la Banque centrale européenne. Et d'ajouter : « *Au final, il semblerait que le secteur bancaire européen soit devenu trop gros. Et nous pouvons en voir au moins l'une des conséquences : de nombreuses banques dans la zone euro ne gagnent pas leurs coûts du capital. Il semble que beaucoup trop de banques se font concurrence pour attirer des clients. Il y a de bonnes chances que la taille du secteur bancaire doive en effet diminuer.* » Propos de vérité mais propos lénifiants de haut fonctionnaire européen qu'il importe de traduire aux Européens : ça va « barder » dans le secteur bancaire, des faillites sont à venir.

Il suffit de voir la vérité en face et d'écouter son bon sens : pourquoi la directive BRDD de l'Union européenne qui permet de chypriser et de ponctionner les comptes des clients ? Pourquoi la loi Sapin 2, qui permet de bloquer les comptes de l'assurance-vie s'il n'y a pas des dangers imminents ou des risques d'incendie un de ces jours prochains à la demeure ?

Les premiers feux annonciateurs se sont, en fait, déjà subrepticement déclarés : la Deutsche Bank qui a été sauvée par des fonds d'investissement des pays du Golfe, des rumeurs de rachat de la Commerzbank par la BNP, le rachat de deux banques vénitiennes par Intesa Sanpaolo avec 4.000 suppressions d'emplois et 17 milliards d'euros d'engagements pour l'État italien, le sauvetage de Monte Paschi avec sa perte abyssale de trois milliards d'euros, les 350 milliards d'euros de créances douteuses dans les actifs des banques italiennes.

En Espagne, Banco Popular avait renforcé à trois reprises son capital pour cinq milliards d'euros et cela n'a pas empêché son sauvetage en hâte par Banco Santander. Et voilà que maintenant, nonobstant les problèmes en Catalogne qui augmentent les risques économiques, bancaires et financiers, on parle de Liberbank comme d'une nouvelle banque en difficulté ! Or, Liberbank, créée en 2011, n'est rien d'autre que le mariage forcé de trois « *cajas* » (banques d'épargne) : Cajastur, Caja de Extremadura, Caja Cantabria. Le titre, qui valait encore 1,7 euro à fin août, ne vaut plus aujourd'hui que quelques centimes.

Quant à la Grèce, pays en faillite qui ne tient que par des prêts nouveaux européens, son système bancaire détient des titres de la dette souveraine grecque, ce qui fait que les banques grecques seraient immédiatement en faillite si l'État grec devenait insolvable.

Le comble, c'est le Crédit agricole, qui a fait une expérience catastrophique en Grèce et a essuyé de très lourdes pertes pour se retirer à tout prix de ce pays. Attiré par l'appât du gain, il recommence la même erreur en Italie ! Il vient d'acheter, le 29 septembre 2017, trois caisses d'épargne italiennes pour 130 millions d'euros après que le Fonds interbancaire de garantie des dépôts italiens a décidé de prendre à sa charge trois milliards d'euros de créances douteuses.

C'est Napoléon qui disait : « *L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain.* »

Marc Rousset.